

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activité de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **TREMOIS**

2, rue Jean Monnet  
Route Départementale D21  
59360 LE CATEAU CAMBRESIS

Références : 2022-V1-261

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2022 dans l'établissement TREMOIS implanté 2, rue Jean Monnet Route Départementale D21 59360 LE CATEAU CAMBRESIS. L'inspection a été annoncée le 26/10/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TREMOIS
- 2, rue Jean Monnet Route Départementale D21 59360 LE CATEAU CAMBRESIS
- Code AIOT dans GUN : 0007003162
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'usine Trémois est implantée depuis 2003 au lieu dit « Le Pont à Capelle », au sud de la commune de Le Cateau Cambrésis dans une zone dédiée aux activités industrielles, tertiaires et de services. Cet équipementier automobile fabrique notamment des tapis d'habacle et des éléments insonorisant du plancher. Il emploie sur site 148 personnes en CDD et CDI.

Les activités de Trémois sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 03/03/2011 modifié le 26/11/2014 et sont soumises à autorisation pour les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- 1158-B-1 : emploi de diisocyanate diphénylméthane (MDI) ;
- 2311-1 : traitement de fibres par cardage/aiguilletage (lignes C10 et C18) ;

- 2330-1 et 3620 : traitement de fibres par enduction/imprégnation (lignes C16) ;
- 2660 et 3410-h : fabrication de polyuréthane (polymère).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- rejets atmosphériques (suites de la visite d'inspection du 11 mars 2021);
- Moyens de défense contre l'incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite;
- la prescription contrôlée;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées;
  - les observations éventuelles;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous);
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Ressources en eau et en mousse	Arrêté Préfectoral du 03/03/2011, article 7.5.3	/	Mise en demeure, respect de prescription
Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 03/03/2011, article 7.5.6.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Dispositions constructives des bâtiments et locaux	Arrêté Préfectoral du 03/03/2011, article 7.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Caractéristiques des points de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/03/2011, article 3.2.3	/	Pas de suites complémentaires à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2011
Évent de vase d'expansion	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 10.3	/	Pas de suites complémentaires à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2011
Valeurs limite d'émission des points de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/03/2011, article 3.2.4	/	Sans objet
Remplacement du benzène	Arrêté Préfectoral du 03/03/2011, article 9.2.1.3	/	Sans objet
Consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 03/03/2011, article 7.5.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les rejets atmosphériques, certains points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2021 ont pu être soldés. Sont toujours en cours les points relatifs au débit des effluents rejetés au niveau du point de rejet n°1 (ASC), la part de rejet diffus de solvants dans la consommation totale de solvant et l'évent des systèmes de thermocompression.

Concernant la défense incendie, des non-conformités ont été mises en évidence et font l'objet d'une proposition de mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Caractéristiques des points de rejets atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/03/2011, article 3.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

	Hauteur minimale en m	Diamètre en m	Débit maximal nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Conduit N° 1	14	0.9	42 000	8
Conduit N 2	10	1.05	38 000	8
Conduit N°3	10	1.05	46 000	8
Conduit N°4	14	0.9	38 000	8
Conduit N°5	14	0.7	17 000	8

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Arrêté préfectoral du 16 novembre 2021:

Article 1er :

La société TREMOIS exploitant une installation de fabrication d'équipements automobiles sise 2, rue Jean Monnet sur la commune de LE CATEAU CAMBRESIS, ci-après désigné l'exploitant, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2011 tel que modifié par l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2014 en respectant les valeurs limites d'émission en débit pour le point de rejet n°1 (ASC) dans un délai n'excédant pas quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :** L'exploitant a procédé à une demande d'expertise auprès de la société Deltaneu, en vue de déterminer les différentes options permettant de se mettre en conformité avec les dispositions de l'arrêté préfectoral.

Deux options principales sont à l'étude :

- l'augmentation du débit de rejet via un dossier de porter-à-connaissance;
- une modification du paramétrage du système d'aspiration en vue de respecter le débit prévu par les dispositions réglementaires.

En l'état, le point n'est pas soldé au jour de l'inspection.

Il y a lieu de signaler qu'à la lecture des résultats de surveillance des rejets atmosphériques, les flux de polluants rejetés sont inférieurs aux valeurs limites prescrites, ce qui permet de considérer que les conclusions de l'étude d'impact concernant l'acceptabilité du risque sanitaire restent valables.

**Observations :** Ce point est visé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2021. Le délai de 4 mois n'était pas échu au jour de l'inspection. Lors de la prochaine visite d'inspection, un non-respect de cette disposition constituera un délit, s'agissant d'un non-respect de mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription – acté par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2021

**Nom du point de contrôle :** Valeurs limite d'émission des points de rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2011, article 3.2.4					
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques					
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none"><li>à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :</li></ul>					
Concentrations en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	Conduit n°4	Conduit n°5
Poussières	5	5	10	5	10
COV Totaux	50	50	20	75	40
COV visés à l'annexe III : Chlorure de méthylène	20	20	20	20	20
Benzène (Substances étiquetées H340, H3550)	1	1	1	1	1
Arrêté préfectoral du 16 novembre 2021 Article 2 : L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2011 tel que modifié par l'article 2.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2014 en respectant les valeurs limites d'émission pour le paramètre poussières pour le point de rejet n°1 (ASC) dans un délai n'excédant pas trois mois à compter de la notification du présent arrêté.					
<b>Constats :</b> Les campagnes de mesures sur les rejets atmosphériques pour l'année 2021 ont été réalisées les 16 juillet (1er semestre) et 16 novembre.  Aucune non-conformité en concentration n'a été mise en évidence. Pour chaque émissaire, les flux de polluants rejetés ne sont pas supérieurs au produit de la valeur limite d'émission en concentration et du débit maximal autorisé.					
<b>Observations :</b> En l'absence d'écart constaté vis-à-vis des dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2011, il y a lieu de considérer que les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2021 sont respectées.					
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite					
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet					

## Nom du point de contrôle : Remplacement du benzène

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2011, article 9.2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Substitution
<b>Prescription contrôlée :</b> Le benzène, substance pour laquelle les mentions de danger H340, H350 sont apposées, doit en raison de sa teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, être remplacé, autant que possible, par une substance moins nocive. En conséquence, l'exploitant remettra une technico-économique relative au remplacement de cette substance. Cette étude sera transmise à l'Inspection dans un délai n'excédant pas 12 mois à compter de la notification du présent arrêté. Cette étude sera actualisée à minima tous les 2 ans si les conclusions de la précédente étude montraient que le remplacement de la substance n'était pas techniquement et économiquement acceptable.  Arrêté préfectoral du 16 novembre 2021 Article 4 : L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 9.2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 3 mars 2011 tel qu'introduit par l'article 2.11 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2014 en fournissant l'étude technico-économique sollicitée dans un délai n'excédant pas trois mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Par transmission du 21 mai 2021, l'exploitant a transmis une étude relative à l'utilisation du benzène au sein de son installation.  L'étude transmise établit que, à ce jour, deux produits sont susceptibles de contenir du benzène à l'état de trace: <ul style="list-style-type: none"><li>• un de ces deux produits est venu remplacer un autre produit en 2016 : pour ce produit, le benzène n'est pas cité comme composant, mais après interrogation du fabricant, l'exploitant indique que le produit est susceptible de présenter des traces de benzène (inférieur à 0,1%);</li><li>• concernant le second produit, le benzène n'apparaît également pas explicitement dans la fiche de données de sécurité, mais après interrogation du fabricant, l'exploitant indique que le produit est susceptible de présenter des traces de benzène (inférieur à 1 mg/kg);</li></ul> De plus, le benzène est mesuré dans les rejets atmosphériques à des valeurs relativement faibles (de l'ordre de 0,01 mg/Nm <sup>3</sup> ).  Compte tenu de ces éléments, il n'est pas donné suite à la remise de ce document et il y a lieu de considérer que les dispositions de l'article 9.2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 03/03/2011 sont respectées.
<b>Observations :</b> En l'absence d'écart constaté vis-à-vis des dispositions de l'article 9.2.1.3 de l'arrêté préfectoral, il y a lieu de considérer que les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2021 sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Événement de vase d'expansion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 10.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Point de rejet d'événement
<b>Prescription contrôlée :</b> a) Les dispositions ci-après visent le générateur seul s'il est dans un local distinct de celui des échangeurs et l'ensemble de l'installation si le générateur et les échangeurs sont dans le même local. Le liquide organique combustible est contenu dans une enceinte métallique entièrement close, pendant le fonctionnement, à l'exception de l'ouverture des tuyaux d'événement. Dans le cas d'une installation en circuit fermé à vase d'expansion ouvert, un ou plusieurs tuyaux d'événement fixés sur le vase d'expansion permettent l'évacuation facile de l'air et des vapeurs du liquide combustible. Leur extrémité est convenablement protégée contre la pluie, garnie d'une toile métallique à mailles fines, et disposée de manière que les gaz qui s'en dégagent puissent s'évacuer à l'air libre à une hauteur suffisante, sans refluer dans les locaux voisins ni donner lieu à des émanations gênantes pour le voisinage. [...]  Arrêté préfectoral du 16 novembre 2021 Article 5 : L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 10.3 de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 en mettant en œuvre un point de rejet en toiture conforme aux dispositions réglementaires pour l'événement du vase d'expansion des dispositifs de thermorégulation dans un délai n'excédant pas quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.  <b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé un travail en vue de caractériser son installation. Après renseignement auprès du fabricant, il s'avère que le dispositif de chauffage est bien équipé d'un vase d'expansion ouvert. Le fabricant indique qu'il n'est pas prévu dans le cadre de l'installation du dispositif d'implanter un point de rejet en toiture.  Le dispositif de chauffage relève toutefois des dispositions de l'arrêté du 5 décembre 2016 et à ce titre, il doit disposer d'un point de rejet en toiture s'il est équipé d'un vase d'expansion ouvert.  Aussi, à la date de la visite d'inspection, ce point ne peut être considéré comme levé.  <b>Observations :</b> Ce point est visé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2021. Le délai de 4 mois n'était pas échu au jour de l'inspection. Lors de la prochaine visite d'inspection, un non-respect de cette disposition constituera un délit, s'agissant d'un non-respect de mise en demeure.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription – acté par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 novembre 2021

### Nom du point de contrôle : Ressources en eau et en mousse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2011, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disponibilité en eau et en mousse
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose à minima de : <ul style="list-style-type: none"><li>• une réserve d'eau constituée au minimum de 300 m<sup>3</sup>. Cette réserve est équipée en sortie d'une vanne manuelle actionnable en toutes circonstances,</li><li>• 3 poteaux incendie privés appartenant au même réseau maillé et délivrant, en fonctionnement simultané, les débits suivants :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ 2 poteaux incendie de 102 m<sup>3</sup>/h chacun sous 1 bar,</li><li>◦ 1 poteau incendie de 78 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar,</li></ul></li><li>• 1 poteau incendie privé, indépendant du réseau maillé des poteaux présentés ci-dessus, et délivrant au minimum 129 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar, [...]</li><li>• d'un réseau sprinkler dans le bâtiment de production et de stockage de matières</li></ul>

premières. Les têtes de sprinklage font office de détection incendie (déclenchement à une température supérieure à 68 °C). Le réseau de sprinklage est alimenté par 2 sources d'eau de 60 m<sup>3</sup> et 1 200 m<sup>3</sup>. Ce réseau doit être conforme aux normes NF 62 210 à 62 215 ou à la règle R1 de l'APSAD, [...]

- alarme incendie pour l'ensemble du site, avec report d'alarme et télésurveillance, [...]
- 4 réserves d'émulseurs de 1 m<sup>3</sup> pouvant être mises à disposition des sapeurs pompiers : ces réserves devront être munies d'un dispositif permettant aux sapeurs pompiers d'utiliser cet émulseur,
- une alarme sonore audible de tout l'établissement.

**Constats :** La réserve d'eau est assurée par un maintien du fond du bassin de recueil des eaux pluviales et des eaux d'extinction, alimenté par le réseau public pour garantir le volume disponible. Une pige indique les différents niveaux. Au jour de l'inspection l'indication associée au 300 m<sup>3</sup> n'était pas dépassée, à cause d'une fuite sur l'ouvrage. L'exploitant a indiqué avoir contractualiser les travaux de remise en état pour cet été.

**Fait avec suites 1 : la réserve d'eau de 300 m<sup>3</sup> de l'établissement n'est pas disponible et utilisable.**

Le site est équipé d'un dispositif d'alarme incendie reporté au niveau du local gardien ou une personne est présente en permanence en semaine. Un report de l'alarme vers les services de la société STANLEY est en place le week-end qui contacte une astreinte en cas de déclenchement.

L'exploitant dispose de quatre poteaux incendie qui ont fait l'objet d'essais :

- des mesures de débit nominal en unitaire ont été réalisées le 11 janvier 2022 : trois points d'eaux incendie délivrent un débit supérieur à 120 m<sup>3</sup>/h à une pression de 1 bar (PI entrée 158 m<sup>3</sup>/h, PI milieu 134 m<sup>3</sup>/h, PI bas 179 m<sup>3</sup>/h) et le dernier point d'eau (PI coté bureau) délivre un débit de 113 m<sup>3</sup>/h à une pression de 1 bar.
- Une mesure simultanée sur les poteaux coté bureau et entrée qui a mis en évidence un débit supérieur à 60 m<sup>3</sup>/h sur les deux poteaux (73 et 71 m<sup>3</sup>/h).

Aussi, les poteaux incendie sont conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral.

Les locaux de production et le bâtiment barnum sont équipés d'un système d'extinction automatique alimenté par deux sources d'eau : une cuve de 1200 m<sup>3</sup> et une autre de 50 m<sup>3</sup>. Aussi pour la plus petite des cuve, un volume de 10 m<sup>3</sup> est manquant. L'exploitant a indiqué que cette cuve n'a pas été modifiée depuis la mise en service de cette installation. Le volume de 60 m<sup>3</sup> est le volume qui a été renseigné dans le dossier de demande d'autorisation déposé en 2009.

**Fait avec suites 2 : l'installation d'extinction automatique n'est pas alimentée par une cuve complémentaire d'un volume de 60 m<sup>3</sup>.**

L'exploitant a indiqué ne pas disposer de réserve d'émulseur.

**Fait avec suites 3 : l'exploitant ne dispose pas de réserve d'émulseur.**

**Observations :** A l'issue des travaux de remise en état du bassin, il est demandé à l'exploitant de justifier des dimensions du bassin, en particulier du volume d'eau disponible en permanence de 300 m<sup>3</sup>.

Concernant le volume de la cuve de secours du système d'extinction automatique, l'exploitant pourra solliciter une modification des dispositions réglementaires applicables en déposant un dossier de porter-à-connaissance étudiant notamment l'impact de cette modification sur la conformité de l'installation au référentiel normatif applicable.

Concernant la disponibilité de l'émulseur, l'exploitant pourra solliciter une modification des dispositions réglementaires applicables en déposant un dossier de porter-à-connaissance après avoir pris l'avis du service départemental d'incendie et de secours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription



**Nom du point de contrôle : Consignes générales d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2011, article 7.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'un Plan d'Intervention Interne (PII). Ce document permet d'établir l'organisation et les procédures d'alerte en cas d'incident sur le site et les procédures d'évacuation. Ce plan est régulièrement mis à jour. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Un exemplaire est adressé au service d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Le plan d'urgence de l'établissement dans sa version du 9 juin 2021 a été transmis par l'exploitant. Il mentionne l'emplacement des principales sources de dangers et les quantités associées, les coordonnées des personnes à contacter, les moyens matériels de lutte contre l'incendie avec un plan localisant ces éléments, les commandes de désenfumage, le schéma d'alerte, les moyens de coupures des énergies et de l'évacuation du bassin de collecte des eaux d'extinction. Un exemplaire de la version transmise a été transmis au SDIS 59 le 1 <sup>er</sup> septembre 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Bassin de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2011, article 7.5.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés ou tout autre dispositif équivalent (exemple : seuils au niveau des portes, quais, ...) avant rejet vers le milieu naturel et d'une capacité minimum de : <ul style="list-style-type: none"><li>• 825 m<sup>3</sup> pour la zone Barnum,</li><li>• 2165 m<sup>3</sup> pour la zone production.</li></ul> La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 4.3.11 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'un bassin de recueil des eaux d'extinction : ce bassin est un bassin commun de tamponnement des eaux pluviales, de réserve d'eau incendie et de recueil des eaux d'extinction. L'exploitant a indiqué que ce bassin présentait une fuite. L'exploitant n'a pu indiquer au jour de l'inspection le volume total du bassin et le volume dédié au confinement des eaux d'extinction.
<b>Fait avec suites 4:</b> L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer qu'il est en mesure de confiner un volume d'eau d'extinction suffisant en cas d'incident.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments factuels permettant d'apprécier la capacité de confinement du bassin et des éventuels autres dispositifs de confinement (confinement interne dans les bâtiments ou sur voirie, montée en charge du réseau ...).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Dispositions constructives des batiments et locaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/03/2011, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site est composé des bâtiments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• un bâtiment principal qui comporte :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ une cellule (logistique) abritant le stockage des matières premières et des éléments de conditionnement ainsi que des lignes de fabrication de moquette. La cellule est isolée de la cellule de production par un mur coupe-feu REI 120. La cellule de stockage dispose également de bureaux pour les caristes, d'un local de charge de batteries des chariots électriques et d'un local chimie. [...]</li></ul></li></ul>
<b>Constats :</b> Le mur de séparation entre la cellule atelier et la cellule logistique comporte des trous suites à des passages de câbles de nature à remettre en cause la caractéristique REI 120 du mur.  <b>Fait avec suites 5 :</b> les cellules atelier et logistique ne sont pas séparées par un mur présentant une caractéristique de résistance au feu REI120.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription